

ACCORDS-CADRES DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)
Commun à tous les lots**

25M21

**Impression, reproduction, conditionnement et livraison de supports à
usage de l'édition pour les Editions de la Sorbonne rattachées à
l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**

Vu l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Vu le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Vu le décret n° 2019-259 du 29 mars 2019 portant modification de diverses dispositions codifiées dans la partie réglementaire du code de la commande publique.

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS).

Vu la délibération n° CA/2025-04-25/01 du conseil d'administration du 24 avril 2025 portant résultat de l'élection de Madame Christine NEAU-LEDUC en qualité de Présidente de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Pouvoir adjudicateur :

Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne
12, place du Panthéon
75231 Paris Cedex 05

Désignation du comptable assignataire :

L'Agent Comptable de l'Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne
12, place du Panthéon
75231 Paris Cedex 05

Imputation budgétaire :

Budget de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

Référence de la consultation : 25M21

Procédure de mise en concurrence : La consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles R.2124-2, R.2143-1, R.2162-2, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique du 1er avril 2019.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 / OBJET DES ACCORDS-CADRES – DISPOSITIIONS GENERALES.....	4
1-1 / DEFINITION DE L'OBJET DES ACCORDS-CADRES.....	4
1-2 / DESIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES.....	4
1-3 / NATURE ET FORME DES ACCORDS-CADRES	4
1-4 / DECOMPOSITION DES PRESTATIONS.....	5
1-5 / DUREE D'EXECUTION DES ACCORDS-CADRES.....	5
1-5.1 <i>Durée des accords-cadres</i>	5
1-5.2 <i>Reconductions</i>	5
1-5.3 <i>Délais d'exécution</i>	6
ARTICLE 2 / PIECES CONSTITUTIVES DES ACCORDS-CADRES	6
2-1 / PIECES PARTICULIERES	7
2-2 / PIECES GENERALES.....	7
ARTICLE 3 / DEFINITION DU CADRE D'EXECUTION	7
3-1 / PRESENTATION DU CONTEXTE	7
3-2 / MODALITES D'EXECUTION DES ACCORDS-CADRES.....	8
3-3 / LIEUX D'EXECUTION	8
ARTICLE 4 / DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	9
ARTICLE 5 / OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
5-1 / RESPECT DE LA REGLEMENTATION	9
5-2 / CONFIDENTIALITE	9
5-3 / RESPONSABILITE ET ASSURANCES	10
5-3.1 <i>Responsabilités</i>	10
5-3.2 <i>Assurances</i>	10
5-4 / PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	10
ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE	10
ARTICLE 7 / RECEPTION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	11
7-1 / LIVRAISON ET VERIFICATIONS.....	11
7-2 / VERIFICATION QUANTITATIVE	11
7-3 / VERIFICATION QUALITATIVE	12
7-4 / ADMISSION	12
ARTICLE 8 / PRIX.....	12
8-1 / FORME DES PRIX.....	12

8-2 / VARIATION DES PRIX	12
ARTICLE 9 / MODALITES DE REGLEMENT	13
9-1 / BONS DE COMMANDE	13
9-2 / ACOMPTES.....	14
9-3 / AVANCE POUR LES BONS DE COMMANDE SUPERIEURS A 50 000 € HT	14
9-4 / DELAI DE PAIEMENT	14
9-5 / INTERETS MORATOIRES	14
9-6 / CESSIION DE CREANCES OU NANTISSEMENT	14
9-7 / FACTURES ELECTRONIQUE VIA CHORUS PRO	15
ARTICLE 10 / BILAN D'ACTIVITE	16
ARTICLE 11 / PENALITES ET REFACTION.....	16
ARTICLE 12 / RESILIATION	17
ARTICLE 13 / PROPRIETE INTELLECTUELLE	17
ARTICLE 14 / REGLEMENT DES LITIGES	17
ARTICLE 15 / DEROGATIONS AU CCAG/FCS	18

ARTICLE 1 / OBJET DES ACCORDS-CADRES – DISPOSITONS GENERALES

1-1 / Définition de l'objet des accords-cadres

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'impression, la reproduction, le conditionnement et la livraison de supports à usage de l'édition pour les Éditions de la Sorbonne rattachées à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

- Lot n°1 : Impressions numériques noir et/ou quadri
- Lot n°2 : Impressions offset noir

Les spécifications techniques sont décrites dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) numérotés 25M21.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) définit les conditions administratives particulières dans lesquelles s'effectueront les prestations définies.

1-2 / Désignation des parties contractantes

Le Pouvoir adjudicateur est dénommé ci-après, « l'Université ».

La société retenue est dénommée ci-après, « le titulaire ».

1-3 / Nature et forme des accords-cadres

Les accords-cadres sont soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (F.C.S.), en application de l'arrêté du 30 mars 2021.

Conformément à l'article R.2112-6 du code de la commande publique, il s'agit d'accords-cadres à bons de commande mono-attributaires.

Les prestations seront exécutées au fur et à mesure de la survenance des besoins et de l'émission de bons de commande, en application des dispositions de l'article R.2162-2 alinéa 2 du code de la commande publique du 1er avril 2019, et dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du même code.

Les accords-cadres seront conclus dans les limites financières suivantes :

Lot n°1 :

- Sans montant minimum annuel ;
- Montant maximum annuel : 130 000 € HT.

Lot n°2 :

- Sans montant minimum annuel ;
- Montant maximum annuel : 25 000 € HT.

Les prix des prestations sont définis dans le document appelé Bordereau des Prix Unitaires (dénommé ci-après BPU) et seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité des accords-cadres.

Code CPV	
79800000-2	Services d'impression et services connexes

Code NACRES	
AC.31	Services d'impression et de reprographie

1-4 / Décomposition des prestations

Les prestations sont décomposées de la manière suivante :

- Lot n°1 : Impressions numériques noir et/ou quadri ;
- Lot n°2 : Impressions offset noir.

L'Université se réserve le droit de procéder à des modifications de chaque accord-cadre dans les conditions fixées aux articles R.2194-1 à 8 du code de la commande publique.

1-5 / Durée et délais d'exécution et de livraison des accords-cadres

1-5.1 Durée des accords-cadres

Les accords-cadres sont conclus pour une durée initiale ferme d'un (1) an à compter de leur date de notification.

1-5.2 Reconductions

Conformément à l'article R.2112-4 du code de la commande publique du 1er avril 2019, ils sont renouvelables trois (3) fois, par période d'un an, par tacite reconduction, sans que leur durée puisse excéder quatre (4) ans.

Pour ne pas reconduire un marché, l'Université doit se prononcer par écrit, par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis d'un mois avant la date anniversaire du marché (date de notification). Le titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction conformément à l'article R.2112-4 du code de la commande publique.

En cas de non - reconduction, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

1-5.3 Délais d'exécution

Les délais se décomposent de la manière suivante :

Etapas	Nombre de jours maximum imposés par l'Université pour chaque étape	
	Impression Numérique Collé	Impression Offset Collé
Remise du BAT numérique après envoi support (pdf) par les Éditions de la Sorbonne	2 jours ouvrés	2 jours ouvrés
En cas de problème constaté à la réception du 1 ^{er} BAT, remise du 2 ^e BAT numérique gratuitement	2 jours ouvrés	2 jours ouvrés
Impression des ouvrages après accord du BAT	5 jours ouvrés	7 jours ouvrés
Finition à réception du bon à brocher	4 jours ouvrés	4 jours ouvrés
Livraison sur les points indiqués à l'article 3-3 du présent CCAP	1 jour ouvré	1 jour ouvré

Le titulaire devra impérativement respecter un délai maximum de 14 jours ouvrés pour l'impression numérique et 16 jours ouvrés pour l'impression offset entre l'envoi du PDF prêt à flasher et la livraison des exemplaires papier sur les quatre points de livraison prévus (voir description des sites à l'article 3-3 du présent CCAP) ;

Le BAT et le bon à brocher seront traités durant ces périodes.

Le titulaire peut s'engager sur des délais inférieurs dans le Bordereau des délais qui deviendront alors contractuels.

En cas de manquement au respect des délais contractuels, des pénalités seront appliquées conformément à l'article 11 du présent CCAP.

ARTICLE 2 / PIECES CONSTITUTIVES DES ACCORDS-CADRES

Les accords-cadres sont constitués par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS :

2-1 / Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (A.E.) propre à chaque lot et son annexe financière :
 - Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) propre à chaque lot ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) propre à chaque lot et son annexe :
 - Annexe 1 : Fiche technique propre à chaque lot ;
- Le mémoire technique (M.T.) du titulaire et ses éventuelles annexes propres à chaque lot ;
- Le bordereau des délais (B.D.) du titulaire propre à chaque lot.

2-2 / Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (F.C.S.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent au présent accord-cadre ;
- Les normes en vigueur.

Toutes informations contraires aux pièces particulières et générales citées, qui seraient contenues dans les clauses générales de ventes sont réputées nulles et non avenues.

ARTICLE 3 / DEFINITION DU CADRE D'EXECUTION

3-1 / Présentation du contexte

Les Éditions de la Sorbonne, rattachées à la direction de la recherche et de la valorisation de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ont pour mission de diffuser des ouvrages scientifiques, émanant notamment des différentes composantes disciplinaires de l'Université : arts plastiques, géographie, histoire, histoire de l'art et archéologie, philosophie, sciences économiques, sciences de gestion, sciences juridiques, sciences politiques.

Dans le cadre de cette mission, les Éditions de la Sorbonne sont éditeur (numéro ISBN : 979-10-351) et publient actuellement des monographies, des ouvrages collectifs et des revues.

Le nombre des publications s'élève à environ quarante (40) par an, suivant un rythme moyen de trois (3) à cinq (5) livraisons mensuelles ; elles sont réparties dans quarante (40) collections ou séries.

Le comité éditorial donne son accord, trois fois par an, pour la publication d'un nombre d'ouvrages qui varie à chaque session, et dont la réalisation s'effectue entre douze (12) et vingt-quatre (24) mois (à la remise des éléments définitifs).

La majeure partie des ouvrages sont imprimés en noir, avec une attention particulière à l'encrage (pas de textes gris, aplats grisés non tramés, simili nets et lisibles...).

Pour les impressions quadri, les pages sont souvent réparties sur l'ensemble du volume. Certains ouvrages peuvent être imprimés en tout quadri (en raison de nombreuses illustrations, en histoire de l'art, sur du couché comme de l'offset).

La majorité des ouvrages sont à imprimer en numérique (noir et/ou quadri), majoritairement sur du papier offset standard (80 g), du couché mat (130 ou 135 g), dans des formats variés : 16 x 24 cm, 13 x 19 cm, 20 x 27 cm, 14 x 21 cm, 13,5 x 21,5 cm, 16 x 18 cm, 15,5 x 24 cm, 17 x 24 cm, 14 x 21 cm, 12,5 x 21,5 cm.

L'impression offset noir concerne 4 collections, sous différents formats (16 x 24 cm, 10,5 x 15 cm, 12,5 x 21,5 cm), avec des papiers et cartes spécifiques (Olin Regular Blanc 90 g ; Munken Pure 90 g ; offset blanc standard 90 g ; bouffant 80 g ; Chromomat ivoire 250 g ; Munken pure 300 g ; Munken lynx 300 g ; conquéror vergé blanc 220 g) et des spécifications particulières (rabats, dorure à chaud).

3-2 / Modalités d'exécution des accords-cadres

Pour chaque demande de l'Université, le prestataire adresse une proposition technique et financière (PTF) au responsable administratif et financier des Editions de la Sorbonne (raedsorb@univ-paris1.fr) ou à l'adresse postale 212, rue Saint-Jacques, 75005 Paris, et une copie à l'auteur(e) de la demande du devis.

Cette proposition devra notamment comporter les éléments suivants :

- le numéro du présent accord-cadre ;
- la date d'intervention prévue ;
- la nature des prestations ;
- les montants en € HT des prestations (strictement conformes au BPU) ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants en € TTC.

La PTF actée sera retournée au prestataire, accompagnée d'un bon de commande (engagement) pour confirmer la demande d'exécution de la prestation.

3-3 / Lieux d'exécution

Tous les ouvrages sont à livrer systématiquement sur différents sites : deux appartenant à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (à Paris), et deux autres concernant le diffuseur et le distributeur des Éditions de la Sorbonne (en région parisienne).

La répartition et le numéro d'office sont indiqués au titulaire au moment de la confirmation de la date de livraison :

Site 1 : Éditions de la Sorbonne : 212, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

Les livraisons doivent impérativement avoir lieu en matinée à partir de 9 h 30.

Site 2 : Maison des sciences économiques : 106-112, boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris.

Les livraisons doivent impérativement avoir lieu en matinée à partir de 9 h 30.

Site 3 : SODIS CRÉGY, Rue de Ricouardes, 77124 Crégy-lès-Meaux (livraison des nouveautés) / SODIS : 128, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 77400 Lagny. (livraison des réimpressions)

Le titulaire du marché ou son sous-traitant en charge de la livraison doit impérativement prendre rendez-vous avec le diffuseur avant la livraison.

Site 4 : FMSH-Diffusion : 18, rue Robert-Schuman, 94227 Charenton-le-Pont

Les livraisons auront lieu de 9h00 à 13h00 et de 14h00 à 16h00.

Le titulaire du marché ou son sous-traitant en charge de la livraison doit impérativement prendre rendez-vous avec le diffuseur avant la livraison.

Les sites de livraison sont susceptibles d'être modifiés en cours d'exécution du marché.

Les prestations sont livrées et exécutées distinctement sur chacun des sites mentionnés.

ARTICLE 4 / DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

Les descriptions techniques des prestations ainsi que leurs spécifications techniques sont décrites dans les CCTP numérotés 25M21 propre à chaque lot.

ARTICLE 5 / OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5-1 / Respect de la réglementation

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire dans le respect des normes, règlements, documents techniques unifiés et recommandations en vigueur, notamment et de manière non exhaustive :

- le Code de la commande publique du 1er avril 2019 ;
- le Code civil ;
- le Code du travail.

Le titulaire respectera impérativement la charte graphique de l'Université applicable aux documents.

5-2 / Confidentialité

Le titulaire, ses collaborateurs et experts s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations, et documents de toute nature, technique, financière, administrative, juridique et stratégique, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Tous les documents ou informations qui sont portés à la connaissance du titulaire ou qui sont produits dans le cadre de l'exécution du présent marché sont protégés et gardés strictement confidentiels. Ils ne peuvent être divulgués par le titulaire à des personnes tiers au présent marché sans l'autorisation préalable de l'Université.

Le titulaire garantit que ses employés ou co-traitants connaissent et respectent cette obligation de confidentialité.

Le titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces mesures.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts de l'Université et engagerait sa responsabilité.

5-3 / Responsabilité et assurances

5-3.1 Responsabilités

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'Université ou à des tiers.

5-3.2 Assurances

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'Université ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'Université ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante correspondant à l'importance et aux caractéristiques de l'opération et doit produire avant tout début d'exécution, et à toute demande de l'Université une attestation à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

L'Université se réserve d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de responsabilité civile par catégorie de risque si les prestations nécessitent une assurance aux tiers plus étendue.

5-4 / Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG/FCS, le titulaire est tenu de respecter les obligations qui s'imposent à lui au titre des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu des dispositions législatives ou réglementaires.

ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique, sous réserve de l'acceptation écrite des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par la personne publique.

Il est fait application des dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance et du Chapitre III : Sous-traitance du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre :

1-Un acte spécial (déclaration de sous-traitance, formulaire DC4) dûment complété, daté et signé en original par la société titulaire du marché et signé en original également par son sous-traitant ;

2-Une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC2) à compléter par le sous-traitant ;

3-La copie du (ou des) jugement(s), en cas de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente ;

4-Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le sous-traitant a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;

5-L'attestation d'assurance en cours de validité ;

6-Un extrait K BIS ;

7-Un RIB ou RIP ;

8-Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant, comprenant un dossier détaillé de références datant de moins de 3 ans et portant sur des prestations de nature et de complexité comparable à l'objet du présent marché.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une partie des prestations lui incombant, il communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant, notamment en termes de confidentialité et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de l'Université de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant.

ARTICLE 7 / RECEPTION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

7-1 / Livraison et vérifications

En application de l'article 21.2 du CCAG/FCS, les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire. Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison ou de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27, 28 et 29 du CCAG/FCS.

La fourniture devra être conforme aux quantités prévues sur le bon de commande et sur le ou les bulletins de livraison correspondants.

Toute fourniture ne correspondant pas aux caractéristiques demandées ou aux normes en vigueur sera refusée.

7-2 / Vérification quantitative

Il est précisé que la signature ou le cachet apposé par le responsable du Service sur le bon de livraison ne vaut que pour acceptation des quantités reçues.

7-3 / Vérification qualitative

Il est précisé que, si la fourniture livrée ne correspond pas qualitativement aux spécifications de la commande, en application du marché, la fourniture devra être remplacée, en totalité ou en partie.

Si par manque de temps entre la vérification et le début de la manifestation, la prestation ne peut être remplacée, le service demandeur pourra choisir, soit d'annuler la prestation (sans que le titulaire puisse prétendre à un quelconque dédommagement financier), soit d'accepter la fourniture, mais en appliquant à la facture les réfections prévues à l'article 30.3 du CCAG/FCS.

7-4 / Admission

Le Pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS par la personne organisatrice de la prestation préalablement désignée dans le bon de commande.

ARTICLE 8 / PRIX

8-1 / Forme des prix

Conformément à l'article R.2112-6 du code de la commande publique, il s'agit d'accords-cadres à bons de commande mono-attributaires.

Les prestations seront exécutées au fur et à mesure de la survenance des besoins et de l'émission de bons de commande, en application des dispositions de l'article R.2162-2 alinéa 2 du code de la commande publique, et dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du même code.

Les prix couvrent toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes parafiscales, etc.

Les prix des prestations sont définis dans le document appelé Bordereau de Prix Unitaires (dénommé ci-après BPU) et seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité des accords-cadres.

Aux prix ainsi définis, s'applique la TVA au taux en vigueur le jour de l'émission de la facture. Les prix sont libellés en euros et sont réputés complets.

8-2 / Variation des prix

Les prix unitaires hors taxes du présent accord-cadre sont fermes pendant la première année d'exécution du marché. Ils pourront ensuite être révisés, à la date anniversaire de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$P1 = P0 \times [0,15 + (0,85 * ((0,2 * (X1/X0)) + (0,8 * (Y1/Y0))))]$$

Dans laquelle :

P1 : Prix révisé hors TVA

P0 : Prix d'origine hors TVA figurant au marché

X0 : Indice ICHT rev -TS au mois M0, indice du coût horaire de travail révisé, salaires et charges dans l'industrie manufacturières

X1 : Indice ICHT rev -TS au mois précédent l'entrée en vigueur de la formule de révision, indice du coût horaire de travail révisé, salaires et charges dans l'industrie manufacturières

Y0 : Valeur de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18 – travaux d'impression et de reproduction au mois M0

Y1 : Valeur de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18 – travaux d'impression et de reproduction au mois précédent l'entrée en vigueur de la formule de révision.

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision de prix, les calculs seront effectués au dix millième près puis arrondis en conformité avec les règles d'arrondi de l'euro.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'index de référence, les parties conviennent :

- d'adopter l'index de remplacement ;
- si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Les nouveaux prix du marché ainsi définis ne s'appliquent qu'aux nouvelles commandes restant à notifier.

Le titulaire communiquera à l'Université ses nouveaux tarifs par mail au plus tard 1 mois avant la date anniversaire du marché.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels si l'Université n'a pas fait d'observation dans un délai d'un (1) mois maximum à compter de leur date de réception.

Aux prix ainsi définis s'applique la T.V.A. au taux en vigueur au jour de l'exécution.

ARTICLE 9 / MODALITES DE REGLEMENT

La prestation est réglée après service fait sur présentation du bon de commande et de la facture correspondante.

Le règlement des dépenses se fera par virement, dans le respect des règles de la comptabilité publique.

9-1 / Bons de commande

Le bon de commande doit comporter les renseignements suivants :

- le numéro correspondant ;
- la référence au présent accord-cadre ;
- la désignation des prestations et les quantités souhaitées ;
- la dénomination et l'adresse du service destinataire ;
- le prix hors taxes et toutes taxes comprises ;
- le taux de TVA et le montant de la TVA ;
- la signature de l'ordonnateur ou de son représentant habilité ;
- l'adresse de facturation.

9-2 / Acomptes

Les articles R.2191-21 et R.2191-22 du code de la commande publique sont applicables le cas échéant.

9-3 / Avance pour le lot n°1 pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT

Sauf renonciation du titulaire portée à l'acte d'engagement, le versement d'une avance est prévu, selon les modalités stipulées ci-après et conformément aux dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Pour les marchés publics passés par l'Etat, le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13.

Le montant de l'avance versé au titulaire est déterminé par application des articles R.2191-6 à R.2191-10 du même Code et n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code précité.

9-4 / Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours, conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 et de l'article 87 de l'Ordonnance du 23 juillet 2015 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière.

Le délai de paiement court à partir de la date de réception de la facture non sujette à contestation ou rectification. Toutefois, le délai court à compter de la date d'exécution des prestations lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

9-5 / Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus au Décret n°2013-269 du 29 mars 2013 fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le retard de paiement donnera lieu au versement d'une indemnité forfaitaire d'un montant de 40 euros pour frais de recouvrement.

9-6 / Cession de créances ou nantissement

En vue de l'application du régime de nantissement prévu par les articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique, sont désignés :

Comme ordonnateur :

Madame la Présidente de l'Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne
12, place du Panthéon
75231 Paris Cedex 05

Comme comptable assignataire des paiements :

L'Agent comptable de l'Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne
12, place du Panthéon
75231 Paris Cedex 05

Comme personne compétente pour fournir les renseignements énumérés aux articles R.2191-59 à R.2191-62 du code de la commande publique :

Madame la Présidente de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ou son représentant
12, place du Panthéon
75 231 PARIS Cedex 05

9-7 / Factures électronique via Chorus Pro

Le titulaire a l'obligation de transmettre des factures dématérialisées via Chorus Pro conformément à la loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 et à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014. Les documents peuvent être transmis au travers de la solution Chorus Pro en mode portail, EDI ou services. Les portails amont permettent les échanges entre le titulaire et l'Université. Un outil intégré permet la gestion de sollicitations à destination de l'Université.

Pour ce faire, il sera nécessaire de disposer des indications suivantes :

- Numéro SIRET auquel les factures devront être adressées : 197 517 170 00019 ;
- Numéro du bon de commande SIFAC (communiqué par le service émetteur du bon de commande).

Les décomptes comportent impérativement :

- ☐ le numéro du marché concerné ;
- ☐ le numéro du bon de commande ;
- ☐ les travaux fournis ;
- ☐ le montant en euros, hors taxes des travaux fournies ;
- ☐ le taux et le montant de la TVA ;
- ☐ le montant total toutes taxes comprises ;
- ☐ la date d'envoi du décompte ;
- ☐ le RIB ou RIP joint à l'acte d'engagement.

Toute modification de domiciliation bancaire ou postale doit être notifiée **avant** facturation au :

Pôle contrôle interne qualité et accompagnement – DAFB
Tiers.sifac@univ-paris1.fr

Il sera notifié au titulaire si le décompte a été modifiée ou complétée. Passé un délai de trente (30) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

ARTICLE 10 / BILAN D'ACTIVITE

Un mois au plus tard avant le terme du marché, le titulaire devra fournir un rapport d'activité propre au marché.

Ce rapport devra comporter les éléments suivants :

- Nombre de commandes effectuées ;
- Nombre de livraisons ;
- Montant total des commandes.

L'Université se réserve le droit de prévoir une à plusieurs réunion(s) durant l'exécution du marché sur un site de l'Université, défini par elle auparavant, avec le titulaire afin d'aborder différents points liés à l'exécution du marché.

ARTICLE 11 / PENALITES, RETIRAGES, ET REFACTION

11-1 / Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le titulaire encourt en cas de manquement à ses obligations contractuelles, les pénalités suivantes, sans mise en demeure préalable :

- Une pénalité de cent cinquante (150) euros par jour ouvré de retard pour non-respect des délais contractuels définis à l'article 1-5.3 du présent CCAP, sauf accord contraire au préalable ;
- Une pénalité de cinquante (50) euros par livraison non effectuée conformément au lieu prévu au bon de commande, sauf accord contraire au préalable ;
- Une pénalité de dix (10) euros par livraison fractionnée, sauf accord contraire au préalable.

11-2 / Retirages et refaction

- Un retraitage complet aux frais de l'imprimeur (récupération des exemplaires déjà livrés et nouvelle livraison comprises) dans le cas où les modifications demandées, dans les délais impartis, sur le traceur (conditionnelles pour donner le BAT) n'auraient pas été prises en compte ;
- Un retraitage complet aux frais de l'imprimeur (récupération des exemplaires déjà livrés et nouvelle livraison comprises) dans le cas d'une ou de plusieurs malfaçons à l'appréciation de l'éditeur, et non détectables sur le traceur et/ou les bonnes feuilles, pouvant affecter : l'impression (maculage, encrage, etc.), le façonnage (coupe de travers, exemplaires contenant des cahiers inversés, encollage, qualité du papier, respect colorimétrique...) ;
- Si un retraitage n'est pas possible compte tenu d'une date d'office à respecter, des réfections seront appliquées conformément à l'article 30.3 du CCAG/FCS.

ARTICLE 12 / RESILIATION

Il sera fait application du chapitre 7 du CCAG/FCS avec les précisions suivantes :

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le Pouvoir adjudicateur, le pourcentage prévu à l'article 42 du CCAG/FCS est fixé à 5% du montant HT non révisé de la partie non réalisée du marché.

En application des articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-1 à R.2143-14 dudit Code ou le refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail conformément au 1° du I de l'article 46, peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le cas échéant, la résiliation du marché peut être décidée aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 13 / PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les parties sont tenues de respecter les dispositions du code de la propriété intellectuelle et des dispositions législatives et réglementaires applicables au droit d'auteur des agents de l'état, des collectivités territoriales et des établissements publics à caractère administratif.

La propriété intellectuelle trouve son fondement dans les articles L 111-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. Sont ainsi protégés du seul fait de leur création : les livres, brochures et autres écrits littéraires, artistiques et scientifiques.

Cette cession des droits patrimoniaux d'auteur comporte pour le maître d'ouvrage le droit d'exploiter ou de céder les droits précités.

Elle est faite pour avoir effet en tous lieux, tant en France qu'à l'étranger et pour tout le temps que durera la protection légale des travaux réalisés aux termes des législations françaises et étrangères et des conventions internationales sur la propriété littéraire et artistique qui sont ou seront en vigueur.

ARTICLE 14 / REGLEMENT DES LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre l'Université et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à résoudre à l'amiable tout différend susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

En cas de persistance du litige, celui-ci sera réglé par les lois et règlements du droit français.

Le Tribunal administratif de Paris est seul compétent et la loi française est seule applicable.

ARTICLE 15 / DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	2
14	11